

LU POUR VOUS

Le Canard Enchaîné
 mercredi 26 octobre 2016



La révolte des petits poulets contre leurs chefs à plumes

Les flics manifestent autant contre la hiérarchie syndicale que contre leurs chefs ou leur ministre.

ONT-ILS voulu prendre l'Élysée ? Vers minuit, dans la nuit du 20 au 21 octobre, de 200 à 300 jeunes flics, pour la plupart cagoulés ou masqués, fondent sur le Château. Une première dans l'histoire de la République. A l'angle des avenues Gabriel et de Marigny, des gendarmes les attendent, boucliers et matraques en main. On ne passe pas. « Marseillaise » et refrain « Cazenueuve, démission ! » entonnés, une poignée de frondeurs tentent de contourner l'obstacle. Mais le pandore a du métier, et le Château est bien défendu. Quelques heures plus tard, François Hollande annonce que les

portes de l'Élysée seront ouvertes aux poulets, mais plus tard. Et pas à la basse-cour qui manifeste : uniquement à ses représentants syndicaux.

Une décision des plus adroites ! Car la jacquerie qui agit la maison poulaga depuis quelques jours vise non seulement la hiérarchie, mais aussi les « professionnels du syndicalisme ». Guillaume, 25 ans, brigadier d'une BAC dans l'Essonne, est l'un des inspirateurs de la « Nuit debout » policière. C'est sur la page clandestine de son compte Facebook que les manif sauvages s'organisent. Même s'il est syndiqué, comme 70 % des pen-

lets, il explique : « Mes délégués, je les aime bien, mais je les vois plus souvent sur BFM que dans le commissariat. Ils font carrière dans le syndicalisme. »

Armes à gauche et passe-droits

Preuve que la cogestion saucée poulet est devenue indigeste, un cadre d'Alliance, syndicat numéro 1 chez les gardiens de la paix, en a claqué la porte il y a tout juste un an, en dénonçant le « syndicalisme de clientélisme ». A l'époque, Denis Jacob pestait contre des permanents syndicaux déconnectés de la réalité, occupés à dealer avancements et mutations avec l'administration. Rétrospectivement, cette colère paraît annonciatrice d'un vrai ras-le-bol. En cause : un système inique de passe-droits. Dernier exemple en date ? Un chef d'Alliance en Paca vient d'obtenir pour son fiston, après seulement deux années passées dans un commissariat francilien, un retour au soleil près de la maison familiale. Pendant ce temps, ses camarades sont menottés dix ans en région parisienne.

Dans un référé adressé le 3 février 2015 à Bernard Cazenueuve, les magistrats de la Cour des comptes évaluaient à plus de 54 millions d'euros « le coût total des moyens alloués aux organisations principales de la police (...) Ces seules dépenses représentent 200 000 jours, soit l'équivalent de 1 000 emplois à temps

plein ». Pour la seule Direction de la sécurité de proximité de l'agglomération parisienne, la préfecture estime, elle, à « 100 temps pleins » le nombre de délégués syndicaux. Soit, calcule un chef poulet, l'« équivalent d'une compagnie d'intervention ». « Compagnie républicaine de syndicalistes » (CRS), ça sonnerait bien...

Des pistons et du bon grain

D'ailleurs, la défense des camarades gardiens de l'ordre public peut s'avérer idéale pour s'assurer une place au chaud en politique. Exemple édifiant, le patron d'Alliance, Jean-Claude Delage. Elu municipal à Marseille sur la liste de Gaudin, il

ne craint pas de s'afficher, dans « La Provence » (11/10), sourire aux lèvres, comme l'un des piliers du comité de soutien à Nicolas Sarkozy. Ce sont d'ailleurs des petits gars à lui qui ont déclenché la fronde dans l'Essonne. Avant de se faire dépasser par la base, ils espéraient rejouer les manif de 2001 – lorsque les flics d'Alliance avaient, à quelques mois de la présidentielle, déstabilisé le gouvernement du candidat Jospin. Visiblement, Hollande n'est pas rancunier, puisqu'il reçoit à l'Élysée Delage et ses collègues syndicalistes.

Rangers ou chausseries à clous cirées de rigueur. Mais, pour la base, ils seront juste à côté de leurs pompes.

C. L. et D. H.

Opération enfumage (1)

EN passant en revue, sur le Net, des images de manif clandestines, la Direction générale de la police a fait une découverte digne de la série « Les experts » : elle a repéré un meneur autoproclamé bien connu des services. Rodolphe Schwartz, l'intéressé, n'a jamais été flic, mais candidat sur une liste FN à des municipales. Belle occasion de discréditer le mouvement en laissant planer l'idée que l'extrême droite en tire les ficelles.

Ni une ni deux : le pedigree du faux leader est livré clés en main à la presse ! Pour un

peu, on revivrait les grandes heures de la police fâcheuse et facho : ainsi, en mars 1958, des flics manifestant devant l'Assemblée nationale avaient été accueillis à bras ouverts par Le Pen père soi-même. Et, en 1983, le même Le Pen avait participé à la manif policière contre l'abolition de la peine de mort sous les fenêtres de Badinter. Mais, cette fois, au dire de la base, Schwartz ne représente que lui-même. Et, même si de plus en plus de flics se déclarent proches du FN, leur ras-le-bol semble plus antihierarchique et antisyndical que politique...

Opération enfumage (2)

SANS même prévenir le préfet, Cazenueuve déboule au commissariat de Créteil (Val-de-Marne). En cette soirée du 22 octobre, le ministre vient tailler une bavette avec les révoltés de l'Intérieur. Une demi-heure durant, ils sont une cinquantaine à l'écouter. A la fin du prêche ministériel, deux policiers sont poussés devant la caméra de BFM pour dire tout le bien qu'ils ont pensé de la rencontre et appeler à « suspendre le mouvement ».

Sauf que les deux prétendus leaders n'en sont pas. L'un, prénommé Yann, est gardien de la paix et militant à Alliance. L'autre – Bérengère, un officier – a eu affaire à la police des polices pour une scène de ménage qui a mal tourné. Ce qui lui a valu, l'an dernier, de passer en conseil de discipline, puis d'être sanctionnée.

Une fliquette assaisonnée par les « bœuf-carottes », pour une com' aux petits oignons, ça la fiche mal...